

COLLECTIF AUTONOME DES CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU QUÉBEC



LA FORCE DE CHACUN, LA PUISSANCE DE L'ÉQUIPE!

27 SEPTEMBRE 2011

TABLE DES MATIÈRES

Mot du porte-parole **p.3**

SUR LE PLAN DE LA VIE ASSOCIATIVE

Conseil d'administration et comités de travail **p.4-5**

Mission, vision, valeurs et engagement des membres **p. 6-7-8**

Instruments de vie collective **p.8**

Ressourcement et formation **p.9**

SUR LE PLAN DU POSITIONNEMENT

Positionnement stratégique

→ Nouvelles lignes directrices **p.10-11-12**

→ Communications **p.12**

Grands dossiers

→ Jeunes en action **p.13-14**

→ Outil de gestion **p.14**

→ Renouvellement des ententes triennales 2011-2014 **p.14**

SUR LE PLAN DES RÉALISATIONS

Protection des renseignements personnels **p.15**

Éducation financière **p.16**

Volet International **p.17**

Coordonnées des membres **p.18**

MOT DU PORTE-PAROLE

Chers collègues,

Je suis heureux de vous déposer ce bilan 2010-2011, fruit du travail de notre quatrième année de vie collective.

Je suis particulièrement fier de l'exercice que nous avons réalisé pour redéfinir notre mission, notre vision et de nos valeurs. Comme vous pourrez le lire, nous nous sommes donné une vision emballante, qui s'appuie sur des valeurs partagées : autonomie de gestion et de pratique, cohérence, rigueur, responsabilité, créativité, innovation et excellence.

Je sens que nous passons à une nouvelle étape de notre développement, une étape d'affirmation de notre identité propre, qui sera résolument axée sur un rôle de défense des droits des jeunes en matière d'emploi. C'est mon souhait.

Permettez-moi aussi de souligner nos bons coups de l'année :

- ➔ L'organisation du Symposium biannuel qui s'est tenu en début de la nouvelle année, les 28 et 29 avril 2011, sur le thème du renforcement de nos liens et de nos connaissances.
- ➔ La création du jeu TOP-SECRET, sur la protection des renseignements personnels, qui sera prêt à être distribué à la fin de l'automne.
- ➔ Les nombreuses représentations que nous avons faites auprès de nos partenaires pour nous faire connaître. Je pense notamment à une rencontre avec les attachés politiques de la nouvelle ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M^{me} Julie Boulet.

Comme vous voyez, nous n'avons pas chômé et nous sommes fin prêts pour affronter les années qui sont devant nous ! Effectivement, nous savons que le contexte économique actuel aura des impacts sur nos organisations. Nous en sentons déjà les effets dans plusieurs dossiers importants.

Face à cela, nous avons l'intention de nous recentrer sur nos engagements fondamentaux envers les jeunes et de renforcer nos alliances avec nos collègues du milieu. Tout cela en développant de nouveaux projets stimulants, et, pourquoi pas, avec une touche entrepreneuriale.

Plus que jamais, nous croyons que la force de chacun réside dans la puissance de l'équipe!

Solidairement,

Pierre Gingras

Le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec est un regroupement volontaire de carrefours jeunesse-emploi implantés à travers le Québec, qui partagent des valeurs et des intérêts communs.

Conseil d'administration

Porte-parole

Pierre Gingras CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville

Trésorière

Sylvie Landriault CJE Pontiac

Secrétaire

Rachelle Després CJE de la MRC de L'Islet

Administratrice

Marie-Josée Bolduc CJE Beauce-Nord

Administratrice

Martine Morissette CJE de l'Outaouais

Autres représentants

Marie-Josée Dubois CJE Rosemont/Petite-Patrie

Ronald Ménard CJE Avignon-Bonaventure

Danik O'Connor CJE MRC de la Côte-de-Gaspé

Yves Picard CJE Marquette et CJE de l'Ouest-de-l'Île

Michel Rioux CJE Haute-Gaspésie

→ Vous trouverez les coordonnées des membres du collectif à la page 18.

Réunions des membres

→ **Téléconférences**

17 mai 2010, 7 juin 2010, 18 octobre 2010, 22 novembre 2010, 10 janvier 2011, 21 février 2011, 21 mars 2011

→ **Rencontres**

12 et 13 avril 2010, 20 et 21 septembre 2010, 21 septembre 2010 (AGA)

Comités de travail

→ **Comité de rédaction de la Mission**

- Rachelle Després, Yves Picard

→ **Comité d'évaluation de la secrétaire générale**

- Ronald Ménard, Marie-Josée Bolduc, Marie-Josée Dubois, Pierre Gingras

→ **Comité Symposium**

- Marie-Josée Bolduc, Rachelle Després, Yves Picard

→ **Comité « Jeunes en action »**

- Pierre Gingras, Martine Morissette, Marie-Josée Dubois

→ **Comité «Outil de gestion»**

- Josée Cousineau (CJE de l'Outaouais), Sylvie Landriault, Danik O'Connor

→ **Comité « Protection des renseignements personnels »**

- Frédérique de Georgis (CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville)
- Isabelle Bélanger (CJE Avignon-Bonaventure)
- Pierre Bélanger (CJE de l'Ouest-de-l'Île)
- Sophie Duquette (CJE Beauce-Nord)
- Line Génadry (CJE Rosemont/Petite-Patrie)
- Marjorie Lamarre (CJE de la MRC de L'Islet)
- Sophie Miron (CJE de l'Outaouais)

Mission, vision, valeurs

En septembre 2010, après trois ans d'existence, nous avons décidé de faire un bilan de nos actions afin de réévaluer notre positionnement stratégique. Vous trouverez le résultat de nos réflexions à la page 10. L'exercice nous a aussi permis de revisiter notre vision, notre mission et nos valeurs afin de bien refléter nos nouveaux enlignements.

Voici les éléments clés sur lesquels s'est appuyée la rédaction des nouveaux textes :

- Inspirer les organisations, au Québec et ailleurs
- Créer un espace de réflexion, d'analyse et d'expertise
- Devenir une référence concernant l'emploi des jeunes
- S'appuyer sur des valeurs communes, telles que l'autonomie de gestion et de pratique, la cohérence, la rigueur, la responsabilité, la créativité, l'innovation, l'excellence et les droits des jeunes.

Nous avons profité de l'occasion pour actualiser les engagements pris en janvier 2007, lors de l'assemblée générale de fondation du Collectif. Vous trouverez un résumé des grandes lignes de notre Cadre de référence à la fin de cette section.

→ **Nouvelle mission**

Créer un espace dynamique de réflexion et d'action pour concevoir et promouvoir des pratiques originales au service des jeunes adultes de 16 à 35 ans.

→ **Nouvelle vision**

Inspirer les organisations d'ici et d'ailleurs pour développer le plein potentiel des jeunes

→ **Valeurs**

Justice sociale	Les valeurs mises de l'avant comme fondement de tout cheminement social et professionnel sont celles regroupées communément dans l'expression « justice sociale ». Elles incluent l'autonomie, la démocratie, la dignité de la personne humaine, l'équité, la prise en charge et la solidarité.
Liberté d'action	Nos membres ont à cœur de protéger leur autonomie, tant au niveau de la gestion que des pratiques d'intervention. La marge de manœuvre qu'elle leur confère permet de concevoir et de réaliser des actions adaptées à la jeunesse de chaque milieu, riches de leur saveur locale.
Créativité	Nos membres valorisent l'originalité et l'innovation quand il s'agit de découvrir des idées, des concepts ou des solutions pour faire face aux situations qui se présentent quotidiennement.

Excellence	Dans un esprit d'exemplarité, nos membres se veulent des modèles de rigueur dans tous les secteurs de leur organisation.
Intégrité	Avec un grand souci de cohérence, nos membres ont le désir profond d'agir en conformité avec ce qu'ils sont réellement.
Responsabilité	Nos membres se sentent imputables envers l'État, la société et les jeunes eux-mêmes. Pour cette raison, ils trouvent important de travailler à obtenir les meilleurs résultats qui soient.
Développement local et durable	<p>Développement local</p> <p>Pour nos membres, le développement local est un processus endogène qui utilise les initiatives locales comme moteur du développement économique. «Le développement local ne s'exclut pas des dynamiques régionales, nationales ou mondiales; au contraire. Toutefois, il place les acteurs locaux au cœur des efforts de développement des communautés».¹</p> <p>Développement durable</p> <p>Nos membres adhèrent à la définition du rapport Brundtland² qui définit ainsi le développement durable : « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »</p>

→ Engagements des membres³

Les carrefours s'engagent à promouvoir dans leur milieu et auprès de leurs partenaires des approches globales ainsi que des projets qui prennent en considération les aspects sociaux, humains, économiques et environnementaux du développement.

Les carrefours s'engagent à soutenir une plus juste répartition de la richesse, qui s'incarne dans un projet de société nouvelle, libérée de la pauvreté, du sexisme, du racisme, des logiques technocratiques et des abus de pouvoir avec un refus d'accepter l'accroissement de la consommation comme moteur de l'économie et critère de la qualité de vie.

Les carrefours prennent résolument fait et acte pour une approche de développement local qui prend la forme et la couleur des différents milieux dont ils sont partie prenante. Cette orientation se traduit par des approches de concertation avec les acteurs locaux et par une vision de l'entrepreneuriat individuel et collectif ancré dans le tissu même des collectivités.

¹ Paul Prévost Ph.D. *Le développement local : Contexte et définition*, Cahiers de recherche, IREC 01-03

² Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement. *Notre avenir à tous*, 1987

³ Cadre de référence du Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec, janvier 2007

Les carrefours s'engagent formellement à se comporter en citoyens responsables et à faire cheminer les jeunes et leurs partenaires dans cette direction. Cette démarche vers une citoyenneté responsable s'inscrit dans une collectivisation des consciences dont les objectifs sont :

- L'absence de comportements discriminatoires ;
- La recherche de solutions socialement acceptables pour arbitrer les conflits,
- Le refus, voire la dénonciation, des situations d'abus et d'exploitations quelles qu'en soient les formes;
- Le respect de l'environnement et des écosystèmes;
- L'émergence de comportements axés sur l'entraide plutôt que la compétition, la tolérance plutôt que la discrimination, l'inclusion plutôt que l'exclusion;
- La participation à la société civile.

Instruments de vie collective

→ **Fonds de rencontres**

Les paramètres du Fonds de rencontre ont finalement été adoptés en juin 2010, après avoir été validés par l'ensemble des conseils d'administration des membres du Collectif.

Rappel de la proposition adoptée

Chaque membre doit verser un montant de 2 000 \$ par année dans un fonds. Ces montants servent à défrayer tous les frais de déplacement et de séjour des représentants, que ce soit pour nos deux rencontres annuelles, pour des sessions de comités de travail ou, encore, pour des démarches de représentation.

Pour cette première année de fonctionnement, le Fonds a généré un surplus. Les membres considèrent qu'il est encore trop tôt pour effectuer des changements. Nous réévaluerons le montant de la cotisation après quelques années d'expérimentation.

→ **Politique relative aux frais de déplacement et de représentation**

En septembre 2010, nous avons aussi adopté une politique de remboursement des frais de déplacement et de séjour qui vise à encadrer l'autorisation et le remboursement des dépenses encourues par les membres, les participants aux comités de travail et la permanence pour leurs activités de représentation et leur participation aux réunions.

Ressourcement et formation

→ Symposium 2011

On se rappellera que, l'an passé, nous avons déposé une demande de subvention au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP). Nous voulions donner plus d'ampleur à notre Symposium en réunissant des intervenants jeunesse et des experts afin de discuter des « possibilités et des nouveaux défis relatifs à la protection des données personnelles » chez les jeunes. Nous avons malheureusement reçu une réponse négative de la part du CPVP, car il a décidé de mettre l'accent sur la recherche plutôt que sur la sensibilisation.

Devant cette réponse, nous avons opté pour une rencontre de ressourcement réservée à nos membres. L'événement se tiendra les 28 et 29 avril 2011 à la Station Touristique Duchesnay près de Québec, sur le thème suivant : « Renforçons nos liens et nos connaissances ».

L'objectif est de mettre en commun nos compétences et nos expériences afin de profiter du bagage de chacun. Un sondage a été réalisé auprès de nos membres pour connaître leurs intérêts, tout autant que les expertises qu'ils aimeraient partager avec leurs collègues : outils d'intervention ou de gestion, projets, expériences particulières, recherches, stratégies, etc.

Voici les grandes lignes du programme qui sera proposé aux participants:

- Conférence d'ouverture sur l'Entrevue motivationnelle
- Cabaret des bons coups, où chaque CJE mettra en valeur son meilleur coup des deux dernières années
- Ateliers (Tendances en recrutement et candidat 2.0, Bilan des compétences, Discussions de cas et Plan de cheminement vers l'autonomie)
- Spectacle de Mathieu Lippé : Conteur, slameur, chanteur
- Présentation de la Table des partenaires 16/24 des territoires de Lachine, LaSalle et de l'Ouest de l'île
- Conférence de clôture sur les enjeux éthiques associés à l'utilisation des réseaux sociaux
- Causerie sur le développement des CJE dans le monde

Trois partenaires ont annoncé leur soutien financier, soit le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec, l'Autorité des marchés financiers et une entreprise de Montréal proche d'un de nos membres, Délégation informatique. Nous les remercions à l'avance pour leur précieux apport.

Positionnement stratégique

→ Nouvelles lignes directrices

En début d'année, lors de la rencontre des 12 et 13 avril 2010, nous nous sommes demandé où nous voulions être dans 3 ans, particulièrement du point de vue de notre positionnement stratégique. Nous nous sommes particulièrement questionnés sur notre réel pouvoir d'influence quant aux principaux enjeux de notre développement.

Même si le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ne reconnaît que le Réseau des carrefours jeunesse-emploi comme interlocuteur légitime, force est de constater que notre présence crée une pression et impose une certaine rigueur. Nous croyons que nos travaux ont inspiré nos partenaires à cause du sérieux de leur analyse. On pense, entre autre, à l'Annexe du protocole 2008-2011 et à l'Avis sur Jeunes en action en 2009.

Devant de tels constats, nous avons établi de nouvelles lignes directrices pour les prochaines années. Sur le plan du positionnement, le Collectif aspire à trois choses, soit

- **Accroître son expertise**
- **Augmenter sa visibilité et son rayonnement**
- **Exercer une influence idéologique**

Pour y arriver, nous nous étions fixé les objectifs suivants :

Objectif 1 : Prendre part aux décisions qui nous concernent

À ce chapitre, nous avons eu une rencontre officielle avec M^{me} Danielle Sévigny, directrice de l'optimisation de la prestation de services à Emploi-Québec, en décembre 2010. Nous voulions connaître les enlignements du ministère et les avancées des négociations et faire valoir nos préoccupations et propositions dans trois dossiers importants, soit la mesure Jeunes en action, le renouvellement de l'Entente triennale et l'Outil de gestion.

Jeunes en action – Nous avons réitéré notre désir de participer aux travaux de réflexion qui devraient avoir lieu prochainement sur la révision des paramètres de la mesure Jeunes en action.

Nous avons profité de nos échanges pour mettre en relief les pressions financières qu'engendrait la gestion de cette mesure sur les budgets de nos membres et sur leur financement de base. Ensemble, nous générons un déficit d'exploitation annuel de 105 047\$. Cela représente 2.4 % de notre financement de base global.

Pour cette raison, nous lui avons répété la demande faite l'an dernier au ministre Sam Hamad. Nous suggérons alors que les autorités locales d'Emploi-Québec s'assoient avec chacun des organismes pour examiner leurs coûts réels. Les parties pourraient convenir du nombre de place qu'il serait possible de financer avec les enveloppes régionales disponibles. Cela pourrait vouloir dire de signer des ententes comprenant un nombre réduit de participants, pour des contributions totales similaires aux années passées.

Renouvellement de l'Entente triennale – Nos discussions ont permis de comprendre qu'il n'y aurait pas d'indexation au coût de la vie dans le protocole d'entente 2011-2014. À la lumière de cette information, nous avons tout de même convenu collectivement de préparer des budgets contenant une augmentation de 3%. Ce taux tient compte de deux éléments principaux: la hausse du coût de la vie ainsi que les besoins croissants des organisations pour la mise à jour de leurs équipements informatiques et autres immobilisations (matériel didactique, améliorations locatives, etc.).

Outil de gestion – M^{me} Sévigny nous a annoncé la faillite de la firme Évolutra, entreprise qui avait été embauchée pour développer un outil de transfert des données des CJE vers Emploi-Québec. Comme le dossier était entre les mains des avocats au moment de notre discussion, M^{me} Sévigny n'a pas pu nous dire à quel moment le nouvel outil de reddition de comptes sera en fonction.

Objectif 2 : Développer des alliances stratégiques avec d'autres réseaux en employabilité

Coalition des organismes communautaires de développement de l'employabilité

Nous avons adhéré à la COCDMO à titre de membre corporatif. Notre président, Pierre Gingras, a assisté à l'Assemblée générale annuelle du 4 octobre 2010.

Collectif des entreprises d'insertion du Québec

La Secrétaire générale a rencontré M. Richard Gravel, directeur général du Collectif des entreprises d'insertion du Québec, le 16 février 2011. Cette rencontre a permis de partager notre vision des principaux défis auxquels nous sommes confrontés. Nous avons abordé des sujets comme la lutte contre la pauvreté et le nouveau modèle d'affaires d'Emploi-Québec, modèle qui risque d'avoir un impact important sur les services offerts aux jeunes «sans chèque».

Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec

En début d'année, nous avons décidé de solliciter une rencontre avec le Réseau des CJE du Québec. Considérant les enjeux actuels, il nous semblait important de créer des ponts entre nos deux organisations, persuadés que nous avons toujours en commun le désir d'offrir ce qu'il y a de mieux aux jeunes adultes du Québec. Le conseil d'administration du Réseau a donné son accord et nous avons rencontré la présidente et le directeur général, le 17 février 2011.

Outre le partage d'information sur les dossiers chauds, ils nous ont invités à participer à une démarche de réflexion régionale et nationale sur «*l'identité véritable de la mesure Jeunes en action (JEA)*», conscients des nombreux glissements qu'elle avait subis depuis sa création. Du côté du dossier Outil de gestion (MÉMO), ils ont aussi promis de nous contacter avant que le ministère ne reprenne le processus arrêté au moment de la faillite de la firme Évolutra.

Finalement, nous avons convenu de nous rencontrer sur une base régulière (2 fois par année). Nous verrons au cours de la prochaine année si les perches tendues pour JEA et MÉMO vont se concrétiser.

Objectif 3 : Faire connaître et valoir qui nous sommes

À la suite de l'arrivée en poste de la nouvelle ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M^{me} Julie Boulet, le 11 août 2010, nous avons fait une demande de rencontre avec elle, qui a eu lieu le 13 janvier 2011.

Pour l'occasion, nous avons préparé un document pour présenter le Collectif. On y retrouve notre mission, notre vision et nos valeurs, nos grands dossiers et nos réalisations ainsi qu'un portrait de nos membres en quelques tableaux significatifs (répartition géographique, territoires couverts, nombre de jeunes rejoints avec leurs succès, état de nos ressources humaines et financières, bons coups).

Notre but, en plus de nous présenter au personnel politique, était de faire connaître nos préoccupations et nos demandes dans deux dossiers importants : Jeunes en action et le renouvellement du protocole d'entente 2011-2014.

Voici un résumé des demandes que nous avons déposées au ministère :

1. La création d'un groupe de travail mixte qui inclurait tous les représentants des organismes qui gèrent la mesure Jeunes en action, dans le but de revoir en profondeur ses principaux paramètres (mode de financement et indicateurs de résultats);
2. Une indexation de 3% par année dans le nouveau protocole d'entente triennal qui lie le gouvernement avec les carrefours jeunesse-emploi ;
3. L'établissement de communications régulières entre le ministère et le Collectif.

→ **Communications**

Plan de communication

Un comité de travail a été créé avec le mandat d'identifier les grands axes d'une campagne de visibilité qui permettrait au Collectif de faire connaître son identité et ses origines et de rendre ses réalisations et ses positions plus visibles. Le grand objectif est d'augmenter notre pouvoir d'influence.

Parmi les moyens suggérés, il était proposé de développer une pochette corporative et de maximiser l'efficacité de notre site web. Compte tenu des réalités auxquelles nos membres ont dû faire face cette année, la réalisation du plan de communication a été remise à l'an prochain.

FEU VERT

Notre bulletin électronique, LE FEU VERT, a été publié à 2 reprises durant l'année, une fois au printemps et une autre fois au début de l'automne. Le numéro d'automne présente les grandes lignes de notre rapport annuel ainsi que nos orientations pour la nouvelle année.

Grands dossiers

→ **Mesure Jeunes en action**

Nous avons débuté l'année en étant assez inquiets pour l'avenir. Plus difficile encore, plusieurs de nos membres avaient dû signer leurs protocoles, un mois après le début de l'entente, avec des conditions financières qui se dégradaient et qui apparaissaient inacceptables aux yeux de leurs conseils d'administration.

Devant cet état de choses, nous avons établi un plan de match pour obtenir la révision du cadre de financement de la mesure, afin qu'il respecte la notion de coût réel. Les actions mises de l'avant s'appuyaient sur quatre objectifs :

Objectif 1 : Illustrer concrètement le problème financier engendré par le cadre de financement de la mesure JEA

À la discrétion de chacun de nos membres, nous avons suggéré quelques démarches pour mettre le problème en lumière auprès d'Emploi-Québec, dont le dépôt de prévisions budgétaires déficitaires à la signature de leur entente 2010-2011.

Objectif 2 : Faire connaître nos positions aux instances administratives et politiques

Une lettre a été envoyée au ministre Sam Hamad, signée de la main de tous les présidents et présidentes des conseils d'administration de nos membres. Nous lui faisons part de notre déception face à la tournure des événements, du manque d'écoute de son ministère et des problèmes d'équité qu'engendre, à notre avis, la nouvelle méthode de calcul du seuil minimal par place fixé par Emploi-Québec.

Objectif 3 : Demander à être partie prenante de la démarche d'évaluation de la mesure JEA

Dans cette même lettre au ministre Hamad, nous demandons à être partie prenante d'une démarche de réflexion qui inclurait tous les représentants des regroupements dont les membres offrent la mesure Jeunes en action et ce, le plus tôt possible. Emploi-Québec a refusé notre demande.

Objectif 4 : Collecter des données pour étayer notre position

Le Collectif a recensé les données des membres afin d'analyser l'évolution du coût moyen par place au cours des deux dernières années. On observe que ce dernier a diminué de près de 4 % pour les membres du Collectif. L'écart varie énormément d'une région à l'autre, tout comme les coûts par place octroyés : Outaouais -8 % (5 489 \$), Montréal -5 % (5 816 \$), Gaspésie -1 % (5 260 \$) avec en plus une perte du nombre de participants. Il n'y a que la région des Chaudière-Appalaches qui a obtenu une légère augmentation de +1 % (5 182 \$) puisqu'elle recevait des montants inférieurs au coût moyen négocié.

→ **Outil de gestion et de reddition de comptes**

Un comité spécial a été créé à l'interne. Son mandat consistait à rédiger un document d'analyse pour aider les membres à définir une position claire dans ce dossier. Basé sur les valeurs et les approches d'intervention qui sous-tendent notre mission et notre financement de base, ce document fait le tour de toutes les questions juridiques, éthiques et administratives qui nous préoccupent. Voici la position adoptée par l'Assemblée générale en septembre 2010.

Dans le cas où :

- Nous obtenons l'assurance que notre mission et notre autonomie continuent d'être protégées par le protocole d'entente triennal;
- Nous pouvons continuer à produire notre rapport annuel et comptabiliser les jeunes qui refusent de transmettre leur numéro d'assurance sociale;
- Nous obtenons l'assurance que la base de données générée par MÉMO répond aux critères de sécurité et de confidentialité généralement acceptés.

Nous proposons d'accepter de fournir les 22 indicateurs demandés par Emploi-Québec ; d'utiliser l'outil de gestion MÉMO pour le faire ; de demander aux participants de nous fournir leur NAS (tout en restant cohérents avec notre politique de gestion des renseignements personnels et en continuant à sensibiliser les jeunes à toutes les questions de protection des renseignements personnels).

→ **Renouvellement des ententes triennales 2011-2014**

Comme plusieurs, nous avons été très déçus du résultat des négociations entre le Réseau des carrefours jeunesse-emploi et Emploi-Québec. Cependant, à cause du contexte post-budgétaire du gouvernement du Québec, nous avons décidé de ne pas réagir officiellement. Nous avons le profond sentiment que ce serait un coup d'épée dans l'eau !

Protection des renseignements personnels

Dès le début de l'année, un nouveau Comité PRP a été mis en place. Il était composé de 8 personnes (voir p. 5). Il s'est rencontré à six reprises, sans compter les sessions de travail des sous-comités.

→ **Mandat du Comité**

- Concevoir et réaliser un jeu questionnaire
- Faire le suivi des plans d'action PRP dans les carrefours jeunesse-emploi membres

→ **Jeu-questionnaire**

Le Jeu-questionnaire TOP SECRET est un outil pédagogique interactif créé pour améliorer la capacité des jeunes adultes à reconnaître l'importance de protéger leur vie privée et leurs renseignements personnels, tout en s'amusant!

Objectifs spécifiques :

- Encourager les jeunes adultes à développer des comportements qui contribuent à protéger leur vie privée.
- Fournir de l'information sur leurs droits en matière de divulgation et de protection des renseignements personnels.
- Partager des outils pour qu'ils puissent exercer leurs droits, dans le respect des lois.

Ce jeu questionnaire a été conçu par et pour les intervenants des Carrefour Jeunesse-emploi. Ils pourront l'utiliser pour animer des sessions de sensibilisation auprès des jeunes, dans le cadre de leurs services réguliers ou d'activités particulières (ex : IDÉO, Jeunes en action, FPT, ateliers scolaires, etc.). Il sera disponible, au plus tard le 31 décembre 2011. Nous tenons à souligner l'engagement des intervenants qui ont travaillé à la conception de ce jeu. Nous tenons à remercier l'Autorité des marchés financiers qui continue de nous soutenir financièrement en octroyant une nouvelle tranche de 15 000\$ pour la réalisation de ce projet!

Éducation financière

→ L'École de l'argent

L'année a été marquée par l'intérêt de Desjardins de s'associer financièrement au déploiement de l'École de l'argent sur tout le territoire du Québec, notamment, en s'appuyant sur le Réseau des carrefours jeunesse emploi du Québec pour rejoindre le plus grand nombre de jeunes possible.

Toutefois, au printemps dernier, le conseil d'administration du Réseau a annoncé son intention de travailler exclusivement avec l'expertise d'un de ses membres, le Centre Ressources Jeunesse de Rouyn-Noranda, qui a développé un projet similaire (Parlons d'argent), qui s'inspire fortement de l'École de l'argent. Refroidi par cette position, Desjardins a décidé de revoir sa stratégie. Le dossier est présentement à l'étude dans ses instances.

Dès lors, le Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO), porteur de cette approche innovatrice, a repris ses échanges avec l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui attendait les résultats des discussions avec Desjardins. Rappelons que l'AMF soutient l'École de l'argent depuis les tout débuts. Elle s'est dite intéressée à se joindre à nouveau au projet, mais à une plus petite échelle.

Dans ce contexte, d'autres carrefours jeunesse-emploi ou organismes jeunesse seraient invités à participer à une deuxième phase de déploiement, sur une base individuelle et volontaire. Il faut savoir que l'on compte déjà une douzaine d'École de l'argent au Québec, dont dix sont membres du Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi et deux du Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec.

Le Collectif et ses membres voient cette solution d'un bon œil, car nous croyons énormément en ce programme comme instrument privilégié pour améliorer le sort des jeunes du Québec. Il va sans dire que nous avons été très déçus, voire choqués, par la position corporative du Réseau, d'autant plus que nous savons que le CJEO a toujours fait preuve d'une grande ouverture et d'une réelle volonté de collaboration.

Il nous semble que de travailler en synergie permettrait de mieux soutenir la jeunesse québécoise, dont les projets sont souvent freinés par sa situation financière. Il serait vraiment dommage de manquer un si beau rendez-vous avec Desjardins, rendez-vous qui pourrait assurer la pérennité de l'École de l'argent en le faisant passer de l'état de projet à celui de programme d'envergure nationale. Histoire à suivre...

Volet International



En mars 2011, Ronald Ménard et Martine Morissette ont participé à la 3^e rencontre internationale des Centros de Jóvenes y Empleo à Lima, au Pérou. Cette rencontre réunissait plus de 125 personnes en provenance de la Bolivie, du Costa-Rica, du Pérou et du Québec. Elle fut l'occasion de faire le bilan des trois dernières années de travail collectif et d'établir des stratégies pour consolider le développement des CJE dans le Sud.

Le Collectif est fier de collaborer aux efforts du Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais pour développer son programme de transfert d'expertise et de parrainage international. À cet égard, nous souhaitons que l'ACDI donne une réponse positive à sa demande de fonds. Cela permettrait de fortifier ses assises pour continuer le travail de déploiement, entre autre, au Sénégal.

Nous considérons que ce programme offrirait à nos intervenants la possibilité de vivre des expériences de coopération dans des CJE du Sud. Leur réponse a d'ailleurs été très enthousiaste lors de la présentation que Martine et Ronald ont faite sur le sujet au Symposium du Collectif, en avril dernier.

LES COORDONNÉES DES MEMBRES DU COLLECTIF AU 31 MARS 2011

CHAUDIÈRES-APPALACHES	MONTRÉAL	GASPÉSIE
<p>CJE Beauce-Nord 168, rue Notre-Dame Sud Sainte-Marie-de-Beauce (Québec) G6E 4A6 Marie Josée Bolduc, directrice générale Audrey Boivin, présidente Téléphone : (418) 386-2532 Courriel : mj.bolduc@cjebn.com</p> <p>CJE de la MRC de L'Islet 962, rue des Trembles, bureau 300 Tourville (Québec) G0R 4M0 Rachelle Després, directrice générale Michel Maltais, président Téléphone : (418) 359-3730 Courriel : rdespres@cjelislet.qc.ca</p> <p style="color: #0070C0;">OUTAOUAIS</p> <p>CJE de l'Outaouais 350, boulevard de la Gappe Gatineau (Québec) J8T 7T9 Martine Morissette, directrice générale Lucie Beaudoin, présidente Téléphone : (819) 561-7712 Courriel : martinemorissette@cjeo.qc.ca</p> <p>CJE du Pontiac 80, rue Leslie, CP 219 Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0 Sylvie Landriault, directrice générale Paul Drouin, président Téléphone : (819) 648-5065 Courriel : slandriault@crep.qc.ca</p>	<p>CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville 10 794, rue Lajeunesse Montréal (Québec) H3L 2E8 Pierre Gingras, directeur général Renée Contant, présidente Téléphone : (514) 383-1136 Courriel : p.gingras@cje-abc.qc.ca</p> <p>CJE Marquette 633, rue George V Lachine (Québec) H8S 2R9 Yves Picard, directeur général Sylvie Boucher, présidente Téléphone : (514) 634-0450 Courriel : picard.yves@videotron.ca</p> <p>CJE de l'Ouest-de-l'Île 225-F boulevard Hymus Pointe-Claire (Québec) H9R 1G4 Yves Picard, directeur général Ugo Brisson, président Téléphone : (514) 782-0433 Courriel : picard.yves@videotron.ca</p> <p>CJE Rosemont/Petite-Patrie 1453, rue Beaubien Est, bureau 302 Montréal (Québec) H2G 3C6 Marie-Josée Dubois, directrice générale Michel St-Arnaud, président Téléphone : (514) 278-7211 Courriel : duboismj@gcsd.qc.ca</p>	<p>CJE Avignon-Bonaventure 146 D, avenue Grand Pré Bonaventure (Québec) G0C 1E0 Ronald Ménard, directeur général Sandra Bourdages, présidente Téléphone : (418) 752-7267 Courriel : ronald.menard@cjeavbo.org</p> <p>CJE Haute-Gaspésie 35, boulevard Ste-Anne Ouest Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1P9 Michel Rioux, directeur général Claude Dugas, président Téléphone : (418) 763-2308 postes 201 Courriel : michel.rioux@globetrotter.net</p> <p>CJE MRC la Côte-de-Gaspé 63-1 rue Jacques-Cartier, Gaspé (Québec) G4X 1M1 Danik O'Connor, directeur général Marie-Hélène Chouinard, présidente Téléphone : (418) 368-2121 Courriel : daniko@cjecotedegaspe.ca</p>